HAL
open science

La négligence des villes

Nicolas Puig

To cite this version:

Nicolas Puig. La négligence des villes. Ziad Akl et Nabil Beyhum. Conquérir et reconquérir la ville, l'aménagement urbain comme positionnement des pouvoirs et contre-pouvoirs, ALBA, pp.165-172, 2009. hal-00489504

HAL Id: hal-00489504

https://hal.science/hal-00489504v1

Submitted on 5 Jun 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« La négligence des villes : logiques plurielles de l'appropriation urbaine »[1]

Nicolas Puig

Alors que la ville, dans certains contextes, perdrait son privilège d'instance médiatrice des dynamiques des appartenances, on passerait du « lieu-monde » qu'elle constituait au « lieu-passage » des logiques commerciales apatrides (A. Tarrius, 2007)[i], elle continue de concentrer certains des enjeux contemporains les plus prégnants et de représenter en elle-même un défi pour une humanité toujours plus urbanisée. Dans cette période de redéfinition des articulations entre temporalités et spatialités, la question urbaine demeure centrale. Pour cela, quand l'Institut Français du Proche-Orient fut contacté par l'Académie Libanaise des Beaux-Arts pour participer à l'organisation d'un colloque portant sur les modes d'appropriation des espaces urbains, ce fût avec enthousiasme que, avec Franck Mermier, directeur des Études contemporaines, nous nous joignîmes à l'aventure. De plus, ainsi que le notent Ziad Akl et Nabil Beyhum en introduction de cet ouvrage, l'organisation d'un colloque en juin 2006 à Beyrouth portant pour titre « conquérir la ville » relevait d'une prémonition. Le scénario d'une irruption de la violence milicienne dans la ville était au demeurant relativement prévisible tant la tension politique s'était accrue depuis la guerre de l'été 2006.

Quel lieu, mieux que Beyrouth, pouvait, en effet, représenter le difficile apprentissage du « phénomène urbain comme mode de vie », ce modèle citadin idéal et cosmopolite que les réalités contredisent en permanence du fait des relégations de divers ordres produits par la phase actuelle de mondialisation comme de celui de l'irruption de nouveaux essentialismes et leurs corollaires : instauration de frontières, repli sur soi et sa communauté, méfiance vis-à-vis des différences de tout ordre ? Beyrouth, dont la reconstruction du centre-ville s'est achevée sur la dépossession d'un lieu désormais livré à une opération de formatage urbain par une société privée dont les réhabilitations et les aménagements le constituent en « un espace de représentation où le pittoresque ne sert plus que comme argument de vente. Comme si dans cette mise en valeur, il y avait quelque chose d'une mise à mort »[ii]. Cette menace sur les espaces publics et sur leur rôle dans l'affermissement des citadinités n'est bien entendu pas seulement uniquement circonscrite à la capitale libanaise et l'évolution vers des villes « franchisées » qui adoptent des « produits urbains standards enclavés autour de giratoires et de voies rapides » est généralisée[iii], bien que ces processus s'expriment de façon singulière dans chaque cité concernée. Mais en parallèle à cette dynamique de mise en forme dans un souci de promotion économique, les habitants écartés des opérations sur l'espace peuvent également investir la ville sur un mode rebelle, dans de grandes manifestations ou en limitant l'accessibilité et l'hospitalité des lieux en faisant alors valoir une emprise communautaire, brandissant bien haut les bannières identitaires et les affiliations politiques.

De façon fort symbolique mais aussi, stratégique, car il est situé à proximité du palais du gouvernement, une partie du centre fut occupée par un sit-in de l'opposition durant plus d'un an (du premier décembre 2006 au 21 mai 2008). La fin de cette longue et spectaculaire opération est intervenue à la suite de deux journées de violence dans la ville de Beyrouth à nouveau livrée aux milices, les 7 et 8 mai et de diverses batailles armées dans le reste du pays jusqu'à la conclusion d'un accord à Doha le 21 mai 2008. De la sorte, les revendications

---

[1] In *Conquérir et reconquérir la ville, l'aménagement urbain comme positionnement des pouvoirs et contre-pouvoirs*, Ziad Akl et Nabil Beyhum, dirs, Université de Balamand, Académie Libanaise des Beaux-arts, Beyrouth, 165-172.

politiques s'adossent sur les lieux, à commencer par la place des martyrs, lieu de mémoire, resté vide, en vacance de la ville, mais régulièrement investi en masse par les habitants.

Il faudrait certainement, à la lumière des évènements récents et en reconsidérant les plus anciens, continuer une anthropologie de Beyrouth et, comme cela est fait dans le récit « L'Homme d'hier »,[iv] s'interroger sur ses quartiers irréconciliables et ses territoires qui ne se superposent pas dans le temps et dessinent des cités divergentes dans lesquels les citadins des différentes époques et communauté ne se retrouvent jamais, non plus qu'ils ne reconnaissent leur ville. Quelles formes y prennent donc les citadinités ou pour le dire autrement quelles relations entre des pratiques et des lieux entretiennent des identifications toujours partielles, inégales et discontinues ? Les espaces de croisement et de circulation se raréfient tandis que des moments de violence exercée entre miliciens de diverses communautés et obédiences politiques entravent de nouveau les relations entre les habitants.

Beyrouth, dont le destin riche et tragique suscita de multiples récits, serait-elle une ville négligée qui, comme la décrivait Mahmoud Darwich, « imprimait des livres, diffusait des journaux, organisait des conférences et colloques où l'on traitait des questions planétaires mais ne prêtait aucune attention à elle-même »[v].

Au-delà de l'exemplarité de Beyrouth, ce sont ainsi des configurations qui sont autant de « prises urbaines » qui articulent des territoires et des pratiques que tentent de saisir les contributeurs de cet ouvrage à Istanbul et Lisbonne (Franck Dorso, Christophe Demazière), au Caire (Mercedes Volait), Tripoli (Mousbah Rajab), Tunis (Imen Ousselati) ou encore dans les banlieues françaises (David Lepoutre). C'est donc à partir d'exemples précis, comme autant de récits de ville, que les auteurs mettent en lumière la relation entre les habitants, les lieux urbains, les modes identifications et les altérités citadines : ainsi, par exemple, de l'étude des affiliations politiques sur fond de rivalités entre vieilles familles et nouveaux entrants à Hadath, une banlieue de Beyrouth (Annie Tohmé-Tabet).

La « mise sur le marché de l'espace urbain » (F. Dorso et C. Demazière) accompagne des phénomènes généralisés de multiplication des tensions et des fermetures qui se produisent en même temps que s'accroît la compétition des villes, le travail sur leur image et le marketing urbain dans un double mouvement d'ouverture, de connexion et de relégation d'une partie des populations faisant les frais des requalifications urbaines. À Héliopolis, ancienne banlieue coloniale aujourd'hui partie intégrante de l'agglomération du Caire, Mercedes Volait observe l'un de ces nombreux processus de patrimonialisation à l'œuvre mettant à jour une multiplicité des agendas politiques et sociaux. Multiplicité que l'on retrouve dans la relative incohérence des pratiques des acteurs à Tripoli où Mosbah Rajab résume les opérations urbaines : « Beaucoup d'enjeux sans visions, beaucoup d'initiatives et de projets sans planifications ». À Oran, les opérations d'aménagement entreprises par la municipalité heurtent directement les intérêts des commerçants fleuristes du centre-ville contraints de déménager tandis que d'autres habitants approuvent les changements. Le double constat d'intérêts contradictoires et de déni du « droit de cité » pour une catégorie de citadins s'accompagne de la prise de conscience du rôle de médiation que peut jouer la science sociale entre planificateurs et habitants (Kettaf & Gaif). Il est vrai également que, placés en interface entre des politiques publiques d'aménagement de l'espace et un urbanisme « non réglementaire » qui correspond à une fabrique urbaine endogène où « par le bas », les urbanistes s'affirment difficilement dans la région[vi].

La médiation apparaît donc d'une certaine utilité, qui plus est au moment où, pour reprendre une interrogation déjà formulée, l'on s'interroge désormais sur la place des espaces publics dans les évolutions urbaines. Car ce n'est pas la rupture supposée du lien social à

travers la nouvelle forme de la ville libérale créatrice d'enclave qui est en jeu mais la disparition d'une forme spécifique de citadinité qui implique une présomption d'égalité entre des individus insérés dans plusieurs mondes qui éprouvent dans la mobilité un rapport à autrui basé sur « l'inattention civile »[vii]. Les espaces publics, en tant que cadre de ces pratiques constituent des opérateurs de civilités. Selon, Isaac Joseph, les espaces publics peuvent être considérés comme un « patrimoine des villes » qui croise trois dimensions : aménagement et traitement des espaces, populations qui y circulent, y travaillent ou y résident et situations normales ou perturbées qui constituent l'expérience ordinaire du citadin[viii]. Pour cet auteur, la crise des espaces publics n'est pas l'indice d'une dégradation des normes de la civilité ou la conséquence d'une gestion à courte vue mais plutôt une crise des catégorie du jugement sur ce qu'est un « bien public » qui conduit à céder aux tentations du lisse et du vide, à la neutralisation de l'espace.

Ainsi, à l'approche de Richard Sennet qui dans *Les tyrannies de l'intimité* (Seuil, 1995) analyse cette neutralisation comme une peur de l'exposition en constatant que « la vision intime du monde s'accroît dans la proportion où le domaine public est abandonné et laissé vacant », I. Joseph oppose que la règle de l'indifférence civile peut être interprétée comme une prise en compte réaliste des lassitudes de l'œil. Ce que regrette R. Sennett en marchand dans New York quand il écrit que « l'œil voit des différences auxquelles il réagit avec indifférence » est pour I. Joseph le propre même de la culture urbaine : toute culture de l'exposition est en même temps une culture du désengagement. Ce vide que constate Sennett est précisément ce qui permet à l'espace public de se constituer en tant que tel. Il se neutralise ainsi de l'intérieur par la perception simultanée et constante des différences. Comme l'avait identifié Louis Wirth dans *Le Phénomène urbain comme mode de vie*, les échanges sociables sont caractérisés par la densité et la superficialité, lesquels constituent deux aspects centraux de la vie urbaine portés par la présence d'espaces publics.

Toujours selon I. Joseph, la crédibilité d'un espace public est liée au fait qu'il se constitue sur une certaine opacité quant aux appartenances de chacun et qu'il est accessible, qu'il conjugue hospitalité universelle et lisibilité des énoncés. L'expérience de la ville au Liban montre toute la difficulté à sortir du discours convenu du « vivre–ensemble » pour substituer une acceptation d'autrui, une reconnaissance de l'altérité et la traduction spatiale de ce que serait cette acceptation, à savoir la sortie de l'espace collectif, c'est-à-dire d'un espace support de la communautarisation, saturé de signes identitaires et clairement sous contrôle. L'effacement de l'espace public au profit de l'espace collectif qui se produit au Liban fait de ce pays un cas emblématique s'agissant de la « négation du bien public que constitue l'appropriation communautaire violente des espaces décomposés en ligne de démarcation comme ce fut le cas à Beyrouth pendant la guerre » (I. Joseph). C'est ainsi qu'est neutralisée l'expérience (et la peur ?) de l'altérité et que l'espace devient un support communautaire, et de ce fait un enjeu stratégique milicien. Cela n'enlève pas par ailleurs le fait que des espaces publics émergent tel que la corniche du front de mer par exemple[ix].

Par ailleurs, Place des martyrs, quelque chose se passe. On peut aussi voir dans les grandes manifestations qui l'investissent une forme particulière d'expression politique. Comment des lieux de la ville deviennent-ils de la sorte des médiations qui rendent possible à des moments données l'émergence de « communautés de l'instant » selon l'expression de Michel Agier qui font émerger « une ville vécue dans des événements différentes de la ville des formes matérielles et des institutions pérennes ». De sorte que si la rue est une dimension de la culture des villes et de leur mémoire, « la place de la bastille, le Zocalo de Mexico, Tien An Men à Pékin, ce n'est pas la mémoire proprement urbanistique qui fait aimer ces lieux symboliques mais bien sûr la mémoire rituelle »[x]. À n'en point douter, la place des Martyrs

de Beyrouth fait parti de ce type de lieu fortement marqué par les usages collectifs prenant place à des moments cruciaux et investi d'une charge symbolique.

La dimension symbolique des lieux et les significations arrimées aux usages de l'espace sont des éléments récurrents des différentes analyses proposées dans cet ouvrage. Cela apparaît directement dans la contribution de Nabil Beyhum qui pose la question de savoir si le symbolisme fait partie de l'urbanisme. Dès lors, comment prendre en compte cette dimension de « représentation » et de signification, mais aussi d'attribut, d'emblème que les citadins investissent dans les espaces urbains et dans leur ville. L'aménagement peut-il prendre en charge le thème civique d'une politique de la juste mémoire selon les mots de Paul Ricoeur[xi] ?

Si je reprends l'interrogation de N. Beyhum où il était question de faire sens et de faire lien – mais à ce propos n'en demande pas t-on trop à l'espace urbain, la ville organise les différences et permet la coexistence davantage qu'elle ne sert un désuet « vivre-ensemble » –, on peut également questionner le « faire lieu ». Qu'est qui est nécessaire en terme de fréquentation, de significations, d'évitements, d'absence pour qu'un espace devienne un lieu spécifique, un lieu qui dit la ville entière par métonymie en quelque sorte, la ville pratiquée, représentée, rêvée, parfois rejetée, la ville de l'autre, son quartier ou son camps ? Les stigmatisations urbaines par exemple se nourrissent ainsi de symboles construits autour de qualification d'espaces ; ou encore des lieux soustraits à la fréquentation par la guerre représentent un mode de vie à jamais disparu, entretenant la nostalgie de convivialités perdues. Enfin, d'autres espaces, par exemple le camp de réfugié, à l'instar du grand ensemble de la banlieue française, font l'objet d'un « attachement aigu, même si le rapport au quartier est souvent ambivalent, du fait de l'imposition externe d'un stigmate résidentiel » (David Lepoutre).

L'abord de cette dimension symbolique des espaces urbains est varié, mais la démarche nécessite de prendre en compte la complexité de la relation aux espaces et, au-delà, la variété des modes d'engagements. Des démarches qui intègrent finalement une dimension sensible et interrogent la profondeur du réel puis « l'épaisseur territoriale » selon l'expression de Sylvaine Bulle. Elles qui rendent comptent de la complexité des situations en s'attachant à décrire des pratiques plurielles au-delà des visions uniformisantes d'une population dominée. S'agissant des trames urbaines, elles décriraient des palimpsestes plutôt que des panoramas, soient des formes au travers desquels on tenterait de lire les villes d'hier dans celles d'aujourd'hui, mais est-ce encore possible à Beyrouth ? Et ce qui est vrai du paysage l'est aussi des appartenances et des identifications citadines.

Nécessaire également, la prise en compte des processus contemporains de mondialisation qui accélèrent et intensifient les transactions et circulations en multipliant dans le même temps les différents types d'enclavements. Ces enclavements font coupure dans les ordres sociaux comme dans les continuités urbaines, ce sont des « espaces-écarts », des camps, représentés par une tache blanche dans les plans d'aménagement de Beyrouth, des quartiers relégués ou des « lieux intervalles » qui sont alors de simples parenthèses dans les continuités urbaines légitimes : friches, squats, immeubles en constructions.

Cela apparaît dans les diverses contributions qui proposent des analyses axées tantôt sur la matérialité de l'espace, tantôt davantage placées du côté de la pratique en insistant sur les interactions afin de saisir « la part nocturne de l'activité sociale » comme l'appelait Michel De Certeau[xii], c'est-à-dire l'ensemble des pratiques quotidiennes qui, bien plus d'ailleurs que

de simples arts de faire, se constituent en compétences et cultures citadines. De la sorte se trouve posée la relation entre urbanisme et symbolisme et entre urbanités et ressources symboliques. Cet enjeu symbolique se déploie bien entendu sur les espaces, les modalités de leur traitement et les formes de leur appropriation mais il prend corps également dans les discours, par exemple ceux qui rendent visible l'espace relationnel du camps qui derrière le réfugié permettent de discerner le citadin (S. Bulle).

Cette tension entre ordres discursifs, normes et les usages est également à l'œuvre dans les espaces ordonnés selon les logiques d'un urbanisme monumental tel qu'il apparaît par exemple à Casablanca avec la grande mosquée et son esplanade, lieu de jeux et de sociabilités, ou plus modestement, dans les centres-villes d'Oran (Fadila Kettaf, Samira Gaid) et de Tunis (Imen Oueslati).

On repère alors des écarts entre des formes urbaines et des usages qui débouchent sur des inventions d'espace public tandis qu'ailleurs de nouveaux cosmopolitismes se mettent en place, tels que ceux qu'Alain Tarrius identifie dans l'espace sud méditerranéen. Ces derniers ne sont pas sans effets sur les fabriques urbaines qui peuvent désormais être liées à des dynamiques exogènes : Sofia en Bulgarie et Alicante en Espagne constituent à ce titre deux modèles particulièrement prégnants de transformations urbaines à partir de mouvements migratoires récents[xiii].

Lors de son intervention, Nabil Beyhum soulignait la diversité des images d'un même lieu et plus généralement la multiplicité des mémoires et des symboles urbains. Faire entendre cette diversité fut l'un des objectifs de ce colloque en restituant aux côtés des voix autorisées des légitimités urbaines, celles des habitants puis en décrivant leurs usages microscopiques, et, enfin, en s'intéressant à la façon dont les pratiques de la ville se déploient en articulation aux contextes hétéronomes.

---

[i] *La remontée des Sud, Afghans et Marocains en Europe Méridionale*, Éditions de L'aube, Essai.

[ii] Jade Tabet, « La cité aux deux places », *Autrement, Beyrouth, la brûlure des rêves*, p. 56 (42-57)

[iii] David Mangin, entretien au Journal *Le Monde*, Paris, 15/12/2008.

[iv] Tiago Rodrigue, Rabih Mroué et Tony Chakar, Création 2007

[v] 1994, *Une mémoire pour l'oubli*, (trad. Yves Gonzales-Quijano et Farouk Mardam-bey), Actes Sud, Babel, p. 57 (196 p.)

[vi] Tawfiq Souami, Eric Verdeil., 2006, *Concevoir et gérer les villes - Milieux d'urbanistes du sud de la Méditerranée,* Economica, Anthropos, collection « Villes », 230 p.

[vii] Isaac Joseph, 1997, « Prises, réserves, épreuves », *Communications, L'hospitalité*, p. 137. (131-142). L'inattention civile correspond à une « courtoisie visuelle » par laquelle on montre à autrui que l'on a remarqué sa présence tout en lui indiquant en détournant le regard qu'il ne fait pas l'objet d'une curiosité particulière. Cette forme élémentaire et non verbale d'interaction est selon I. Joseph dotée d'une force socialisatrice (p. 138).

[viii]Touts les analyses qi sont ici résumées ainsi que les citations proviennent de l'ouvrage *La ville sans qualité*, 1998, Éditions de l'aube ; notamment p. 38, 47 et 48.

[ix] Cf. Christine Delpal, 2001, « La corniche de Beyrouth : nouvel espace public », Annales de la recherche urbaine, 91, (74-82).
[x] Michel Agier, 2004, « La ville, la rue et le commencement du politique », Multitudes 17, Mise en ligne le samedi 12 mars 2005 [http://multitudes.samizdat.net/La-ville-la-rue-et-le-commencement].
[xi] Cité par Éric Vigne, « Accords et désaccords avec les historiens », *Esprit, La pensée Ricœur*, 323, p. 37 (30-42)
[xii] 1990, *L'invention du quotidien, 1- Arts de faire*, Folio, Paris.
[xiii] Alain Tarrius, 2007.